

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

25 AOÛT 2005

Proposition de loi insérant un article 377bis dans le Code pénal, visant à instaurer un traitement dès le prononcé du jugement de condamnation pour les auteurs d'infraction à caractère sexuel

(Déposée par M. Jean-Marie Cheffert)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

Les pressions de l'opinion publique, celles de nos propres ressentis, s'amplifient dès que l'on parle de « sexualité », thème à la croisée de l'intime et de l'ordre public. Cette thématique est plus sensible encore lorsque des mineurs sont victimes de violence sexuelle. Notre pays n'a pas été épargné à ce sujet. Depuis plus d'une décennie maintenant, la Belgique vit les souffrances liées aux actes de délinquants sexuels tels que Marc Dutroux ou Michel Fourniret ...

Suite aux événements tragiques de l'été 1996, le législateur a d'ailleurs introduit, en 1999, un nouvel article 22bis dans la Constitution : cet article reconnaît explicitement le droit de l'enfant à son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

La notion de droit au respect de l'intégrité physique et sexuelle, plus qu'un simple droit passif, implique pour les autorités de mener une politique active en la matière. Le législateur doit donc intervenir pour combattre toute atteinte à ce droit et parer au mieux le risque de récidive.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2004-2005

25 AUGUSTUS 2005

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 377bis in het Strafwetboek, teneinde in een behandeling te voorzien zodra een vonnis van veroordeling van daders van seksueel misbruik is uitgesproken

(Ingediend door de heer Jean-Marie Cheffert)

TOELICHTING

Inleiding

De druk van de publiek opinie en van onze eigen gevoeligheden groeit zodra men spreekt over « seksualiteit » : het gaat immers om een thema dat het raakvlak vormt tussen de intieme levenssfeer en de openbare orde. Het ligt nog gevoeliger wanneer minderjarigen het slachtoffer worden van seksueel geweld. Dat is ons land niet gespaard gebleven. Sedert een tiental jaren leeft ons land mee met de gruwelen van de zaak-Dutroux, de zaak-Fourniret en andere ...

De tragische gebeurtenissen van de zomer 1996 hebben de wetgever er overigens toe gebracht in 1999 in onze Grondwet een nieuw artikel 22bis in te voegen, volgens hetwelk elk kind het recht heeft op eerbiediging van zijn morele, lichamelijke, geestelijke en seksuele integriteit.

Het begrip « recht op eerbiediging van de lichamelijke en seksuele integriteit » is meer dan een passief recht : het brengt mee dat de overheid op dat stuk een actief beleid moet voeren. De wetgever moet dus optreden om iedere aanfluiting ervan te bestrijden en het risico van herhaling zo goed mogelijk te beperken.

Outre l'introduction du nouvel article 22*bis* dans la Constitution, d'autres progrès ont été réalisés (1).

L'auteur de la proposition estime cependant, qu'il en reste certains à envisager, notamment dans le traitement des délinquants sexuels en milieu carcéral.

Vers une définition du délinquant sexuel

Il n'existe pas de portrait type du délinquant sexuel. Un délinquant sexuel est un sujet ayant commis une agression sexuelle ou un viol (violence sexuelle avec pénétration orificielle). Le point de vue clinique ne considère pas les délinquants sexuels comme un groupe homogène, mais cherche plutôt à en identifier les différents types.

Exhibitionnistes, voyeurs, violeurs, pédophiles, ... l'hétéroclisme est roi en matière de déviance sexuelle. L'auteur a choisi de s'arrêter un instant sur les cas représentant, aux yeux de l'opinion publique, la plus grande menace pour notre société, à savoir : le violeur et le pédophile.

A. Les violeurs

Au fil de temps de nombreuses études de « classification » des violeurs ont été réalisées :

1. Dans les années 50, deux typologies (2) classaient ceux-ci en 3 types :

— Les « agresseurs explosifs » ou les individus pour lesquels l'acte sexuel agressif est l'éruption d'une impulsion sexuelle refoulée et réprimée.

— Les « agresseurs sadiques » : définis comme nourrissant une haine envers les femmes.

— Les « délinquants agressifs antisociaux » : les hommes pour qui violer égale piller. Ces hommes « volent » le sexe comme de l'argent ou d'autres objets. Ils ont généralement un casier judiciaire assez lourd, faisant preuve de conduite antisociale dans nombreux aspects de leur vie quotidienne pas uniquement à l'égard des femmes (description d'une forme de psychopathie).

En bref, selon cette classification, l'homme viole : soit qu'il se bat avec des désirs sexuels inconscients,

(1) Voyez par exemple *infra* — Loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs — loi du 28 novembre 2000 — Accords de coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées en matière de guidance et de traitements des auteurs d'infractions à caractère sexuel (1998).

(2) Typologies de Guttmacher & Weihofen (1952) et de Karpman (1954).

Niet alleen de invoering van het genoemde artikel 22*bis* van de Grondwet was een stap voorwaarts : ook elders zijn er nieuwe maatregelen ingevoerd (1).

De indiener is evenwel van oordeel dat er nog meer te doen is bijvoorbeeld op het vlak van de behandeling van seksuele delinquenten in de gevangenis.

Naar een definitie van de seksuele delinquent

De seksuele delinquent als dusdanig bestaat niet. Een seksuele delinquent is een persoon die een vorm van seksuele agressie of een verkrachting (seksueel geweld met penetratie) pleegt. Vanuit klinisch oogpunt beschouwt men de seksuele delinquenten niet als een homogene groep, maar tracht men veeleer verschillende soorten te onderscheiden.

Seksuele afwijkingen nemen de meest uiteenlopende vormen aan : exhibitionisme, voyeurisme, verkrachting, pedofilie, ... De indiener wil zijn aandacht toespitsen op het voyeurisme en de pedofilie, die volgens de publieke opinie het grootste gevaar inhouden voor onze samenleving.

A. Verkrachters

In de loop der jaren heeft men de verkrachters ondergebracht in verschillende categorieën :

1. In de jaren 50 brachten twee typologieën (2) die delinquenten onder in 3 types :

— de « explosieve aanranders » of personen voor wie de agressieve seksuele daad een uitbarsting is van verdrongen en onderdrukte seksuele impulsen.

— de « sadistische aanranders » : zij die per definitie haat jegens vrouwen koesteren.

— de « antisociale agressieve delinquenten » : mannen voor wie verkrachten gelijk is aan plunderen. Zij « stelen » seks zoals zij geld of voorwerpen stelen. Hun strafblad is doorgaans erg gevuld, en hun antisociaal gedrag blijkt uit vele aspecten van hun dagelijkse leven, en niet alleen uit hun gedrag jegens vrouwen (beschrijving van een vorm van psychopathie).

Kortom, volgens deze classificatie verkracht de man ofwel omdat hij met onbewuste seksuele verlangens

(1) Zie bijvoorbeeld hieronder — Wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen — wet van 28 november 2000 — Samenwerkingsakkoorden tussen de Federale Staat en de deelgebieden inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik (1998).

(2) Typologieën van Guttmacher & Weihofen (1952) en Karpman (1954).

soit qu'il nourrit une aversion profonde envers les femmes, soit encore qu'il souffre de psychopathies. Mais en tout état de cause, le but final du viol est toujours la satisfaction sexuelle.

2. Dans les années 60, ces catégories vont largement subsister, avec cela dit, quelques nouveautés : on peut par exemple citer l'usage de l'alcool qui mettrait l'homme dans un état le rendant incapable de différer la satisfaction de ses désirs sexuels (*drunken variety*) ou encore les agresseurs souffrant du « *complexe de la vierge-prostituée* » qui classent les femmes en deux catégories : les bonnes et les mauvaises. Ces hommes vont respecter les premières et pas les secondes avec lesquelles « on fait ce qu'on veut ». (*double standard variety*) (1).

Il ressort de ces classifications, qui peuvent aujourd'hui nous paraître anecdotiques, que le but premier recherché par le violeur est la satisfaction sexuelle.

3. Les années 70 marquent un bouleversement dans nos classifications. Bouleversement avancé par le mouvement féministe. Le viol est désormais défini comme une forme violente de contrôle social, ayant pour but de démontrer la position subordonnée de la femme (2). La satisfaction sexuelle comme motivation première du viol est ici dénié. Le viol est considéré comme une agression pure, un déploiement de pouvoir. L'attitude de l'homme s'expliquerait par notre société sexiste où celui-ci est toujours amené à démontrer sa force et sa domination. Dans cette analyse, l'homme n'est pas malade, il est tout à fait normal et viole parce que la société l'a formé d'une certaine manière.

4. Ce point de vue féministe a insufflé de nouvelles idées au pays des typologies. Par la suite, les auteurs vont en effet classer les violeurs en tenant compte de ces 2 critères : la satisfaction sexuelle et l'agressivité, établissant des catégories de violeurs selon le caractère prédominant de l'un ou l'autre critère (3).

5. Qui sont les violeurs ? Pourquoi les hommes violent-ils ? Voilà deux questions auxquelles il est impossible de donner une réponse unique. Il y a sans doute autant de réponses que de violeurs ... L'important est que celle-ci englobe tous les facteurs ayant entraîné la commission de l'acte. Nous devons nous concentrer sur tous les aspects qui caractérisent la vie et la personnalité de l'auteur des faits et ne pas se borner à l'élément déviant le plus manifeste. Les spécialistes s'accordent aujourd'hui sur la nécessité du

kampt, ofwel omdat hij een diepe afkeer heeft van vrouwen, ofwel omdat hij een psychopaat is. In ieder geval is het doel van de verkrachting altijd de seksuele bevrediging.

2. In de jaren 60 blijven die categorieën grotendeels overeind, maar worden er enkele nieuwigheden toegevoegd : zo wordt met de invloed van alcohol rekening gehouden, waardoor de man de bevrediging van zijn seksuele verlangens niet meer kan uitstellen (*drunken variety*), en komt er een categorie van aanranders die lijden aan het « *maagd-prostitutee complex* » en die vrouwen in twee categorieën verdelen : de goede en de slechte. Die mannen zullen respect tonen voor de eerste, maar niet voor de tweede categorie, met wie men « doet wat men wil » (*double standard variety*) (1).

Het kan thans lijken of die categorieën slechts een anekdotisch beeld van de feiten bieden, doch zij gaan ervan uit dat een verkrachter in de eerste plaats op zoek is naar seksuele bevrediging.

3. In de jaren 70 komt er een grondige verandering in deze classificaties, door toedoen van de vrouwenbewegingen. Verkrachting wordt voortaan beschouwd als een gewelddadige vorm van sociale controle, met de bedoeling om de ondergeschikte positie van de vrouw te bevestigen (2). Seksuele bevrediging wordt niet langer beschouwd als het belangrijkste motief voor een verkrachting. Verkrachting is een uiting van zuivere agressie, van machtsvertoon. Het gedrag van de man zou het gevolg zijn van onze seksistische samenleving waarin hij altijd zijn kracht en zijn heerschappij moet bewijzen. Volgens deze opvatting is de man niet ziek, hij is integendeel « normaal » en hij verkracht omdat de maatschappij hem op een bepaalde manier gevormd heeft.

4. Dat door feminisme ingegeven standpunt heeft een invloed gehad op de typologieën. Later gaan auteurs verkrachters immers onderverdelen door rekening te houden met beide criteria (seksuele bevrediging en agressiviteit), en categorieën onderscheiden naar gelang een van die criteria het haalt (3).

5. Wie zijn de verkrachters ? Waarom verkrachten mannen ? Op deze twee vragen is het onmogelijk een eenduidig antwoord te geven. Er bestaan waarschijnlijk evenveel antwoorden als er verkrachters zijn ... Belangrijk is dat rekening wordt gehouden met alle factoren die geleid hebben tot de daad. Wij moeten onze aandacht toespitsen op alle aspecten die het leven en de persoonlijkheid van de dader bepaald hebben, en ons niet beperken tot het meest in het oog springende aspect. Specialisten zijn het er vandaag over eens dat een

(1) *Drunken variety* & *double standard variety*. Voyez typologie de Gebhard (1965).

(2) Signal de départ de ce point de vue donné par Griffin (1971).

(3) Voyez les typologies de Cohen, Amir, Groth.

(1) *Drunken variety* & *double standard variety*. Zie typologie van Gebhard (1965).

(2) De eerste aanzet tot dit standpunt werd gegeven door Griffin (1971).

(3) Zie de typologieën van Cohen, Amir, Groth.

traitement multifactoriel de la délinquance sexuelle. Ces délinquants doivent en effet être évalués sur le plan psychiatrique, psychologique, psychopathologique, psychosexologique et psychocriminologique.

B. Les pédophiles

L'abus sexuel (sur mineurs) peut être défini comme : « la participation d'un enfant ou d'un adolescent mineur à des activités sexuelles qu'il n'est pas en mesure de comprendre, qui sont inappropriées à son âge et à son développement psychosexuel, qu'il subit sous la contrainte par la violence ou séduction ou qui transgressent les tabous sociaux concernant les rôles familiaux » (1).

Les psychiatres s'accordent à dire qu'il n'y a, comme pour les autres délinquants sexuels, aucun portrait type du pédophile. Généralement, ils peuvent être classés ainsi :

- les malades mentaux;
- les victimes de pédophiles dans leur enfance (phénomène de répétition);
- les personnes ne se sentant pas à l'aise dans le milieu adulte et qui retournent dans un monde où ils sont sûrs d'eux-mêmes : l'enfance.

Les spécialistes préconisent également un traitement multifactoriel pour ce type d'individus.

Dispositions légales en matière de délinquance sexuelle

A. Le Code pénal

Les infractions à caractère sexuel sont visées aux articles 372 et suivants du Code pénal. La proposition ne vise que les articles 372 à 377 de ce Code, soit les attentats à la pudeur et les viols.

1. L'attentat à la pudeur

L'attentat à la pudeur (articles 372, 373, 374 du Code pénal) est défini comme « un acte contraire aux bonnes mœurs commis intentionnellement sur la personne ou à l'aide d'une personne déterminée sans le consentement valable de celle-ci » (2).

(1) Définition issue de la Société internationale pour la protection des enfants abusés et maltraités.

(2) Voyez J.M. Poupart, *Novelles, Droit Pénal, Tome III*, n° 6141; A. De Nauw, *Initiation au Droit pénal spécial*, Bruxelles, Story-Scientia, 1987.

multifactoriële behandeling van seksuele delinquentie vereist is. De delinquenten moeten onderzocht worden op psychiatisch, psychologisch, psychopathologisch, psychoseksuologisch en psychocriminologisch vlak.

B. Pedofielen

Seksueel misbruik (van minderjarigen) kan omschreven worden als volgt: « de deelname van een kind of een minderjarige adolescent aan seksuele activiteiten die hij niet kan begrijpen, die onaangepast zijn aan zijn leeftijd en aan zijn psychoseksuele ontwikkeling, die hij ondergaat onder de dwang van geweld of van verleiding of die de sociale taboes betreffende de familiale rolpatronen doorbreken » (1).

Psychiaters zijn het erover eens dat er voor pedofielen, net zo min als voor andere seksuele delinquenten geen standaardtype bestaat. In het algemeen kunnen zij als volgt onderverdeeld worden :

- geesteszieken;
- slachtoffers van pedofielen tijdens hun kindertijd (herhalingsverschijnsel);
- personen die zich in de volwassenenwereld niet kunnen vinden en terugkeren naar een wereld waar zij zekerder van zichzelf zijn : de kindertijd.

Specialisten zijn voorstander van een multifactoriële behandeling voor dat soort personen.

Wetsbepalingen inzake seksuele delinquentie

A. Het Strafwetboek

De misdrijven van seksuele aard worden behandeld in de artikelen 372 en volgende van het Strafwetboek. Ons voorstel betreft alleen de artikelen 372 tot 377 van dat Wetboek, namelijk de aanranding van de eerbaarheid en de verkrachting.

1. Aanranding van de eerbaarheid

De aanranding van de eerbaarheid (artikelen 372, 373 en 374 van het Strafwetboek) wordt omschreven als « een daad die indruist tegen de goede zeden en opzettelijk begaan wordt op de persoon of met behulp van een bepaalde persoon zonder dat deze daarmee op geldige wijze instemt » (2).

(1) Definitie van de Internationale Vereniging voor de bescherming van misbruikte en mishandelde kinderen.

(2) Zie J.M. Poupart, *Novelles, Droit Pénal, Tome III*, nr. 6141; A. De Nauw, *Initiation au droit pénal spécial*, Brussel, Story-Scientia, 1987.

Cette définition est très large et laissée en grande part à l'appréciation des juges. Des comportements aussi variés que l'exhibitionnisme, le voyeurisme, les attouchements sexuels (sans pénétration) ... peuvent rentrer sous la qualification d'attentat à la pudeur.

Le Code pénal distingue :

— les attentats à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur (article 372);

— les attentats à la pudeur commis avec violences ou menaces.

2. Le viol

Tout comme pour l'attentat à la pudeur, le Code pénal établit une *summa divisio* entre le viol non autrement qualifié et le viol à l'aide de violences.

— Le viol non autrement qualifié est défini comme « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas » (article 375, alinéa 1^{er}, Code pénal).

— Le viol à l'aide de violences est défini par l'article 375, al. 6, comme « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis ».

En vertu de la loi pénale, un acte de pénétration sexuelle sur un enfant de moins de quatorze ans constitue donc irréfutablement un viol avec violences. L'attentat à la pudeur et le viol sont sanctionnés par des peines d'emprisonnement dont la durée varie en fonction de l'âge de la victime, de l'existence ou non de violences et menaces, de la qualité de l'auteur des faits ... (1).

(1) Depuis la loi du 28 novembre 2000, certaines qualités (adoptant, frère, sœur ou personne occupant une position similaire au sein de la famille, cohabitant...) constituent tantôt des conditions d'existence tantôt des circonstances aggravantes d'attentats à la pudeur, selon qu'il est commis sur mineurs de plus de seize ans non émancipés par le mariage ou sur des mineurs de moins de seize ans. Ces mêmes qualités constituent des circonstances aggravantes de l'infraction de viol (article 377 Code pénal).

Deze definitie is zeer ruim en biedt de rechters veel ruimte voor interpretatie. Uiteenlopende gedragingen als exhibitionisme, voyeurisme, seksuele betasting (zonder penetratie), enz., kunnen aangemerkt worden als aanranding van de eerbaarheid.

Het Strafwetboek maakt een onderscheid tussen :

— aanranding van de eerbaarheid zonder geweld of bedreiging gepleegd op de persoon of met behulp van de persoon van een kind (artikel 372);

— aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreiging.

2. Verkrachting

Net zoals voor de aanranding van de eerbaarheid maakt het Strafwetboek een onderscheid tussen niet nader bepaalde verkrachting en verkrachting met behulp van geweld.

— Niet nader bepaalde verkrachting wordt gedefinieerd als « elke daad van seksuele penetratie van welke aard en met welk middel ook, gepleegd op een persoon die daar niet in toestemt » (artikel 375, eerste lid, van het Strafwetboek).

— Verkrachting met behulp van geweld wordt in artikel 375, zesde lid, gedefinieerd als « elke daad van seksuele penetratie van welke aard en met welk middel ook, die gepleegd wordt op de persoon van een kind dat de volle leeftijd van veertien jaar niet heeft bereikt ».

Krachtens het Strafwetboek is een daad van seksuele penetratie op een kind jonger dan veertien onweerlegbaar een verkrachting met geweld. De aanranding van de eerbaarheid en de verkrachting worden bestraft met opsluiting waarvan de duur afhangt van de leeftijd van het slachtoffer, het eventuele gebruik van geweld of bedreiging, de hoedanigheid van de dader ... (1).

(1) Sinds de wet van 28 november 2000 kan de hoedanigheid (adoptant, broer of zus of persoon met een gelijkaardige positie in het gezin, samenwonende) ofwel een bestanddeel ofwel een verzwarende omstandigheid van de aanranding zijn, naargelang zij gepleegd is op minderjarigen ouder dan zestien jaar maar niet ontvoegd door het huwelijk, of op minderjarigen jonger dan zestien jaar. Diezelfde hoedanigheden zijn verzwarende omstandigheden in geval van verkrachting (artikel 377 Strafwetboek).

B. À côté des normes repressives contenues dans le Code pénal, notre système connaît toute une série de normes établissant des obligations de traitement et de suivi thérapeutiques pour les délinquants sexuels en milieu extra-pénitencier et le plus généralement dans le cadre des différents processus de libération anticipée.

1. La loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964

La loi de défense sociale peut être divisée en 2 volets :

- a) *Internement des inculpés en état de démence, de débilité ou de déséquilibre mentaux*

L'article 71 du Code pénal déclare qu'il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment des faits.

C'est une cause de non-imputabilité générale, personnelle et subjective. L'inculpé ou l'accusé pourra dès lors en cas de démence bénéficier d'un acquittement.

Bien qu'acquitté au niveau pénal, l'individu représenté cependant un danger pour la société qui doit se protéger.

C'est ici qu'entre en jeu la loi de défense sociale du 1^{er} juillet 1964 à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de certains auteurs de délits sexuels.

Cette législation ne s'applique que si l'individu constitue un danger social et si celui-ci possède un état mental particulier de :

- démence = absence totale de volonté et de discernement;
- débilité mentale;
- déséquilibre mental.

Ces deux derniers états mentaux doivent rendre l'individu incapable du contrôle de ses actions. Ils ne sont pas définis et sont donc laissés à la libre appréciation du juge qui dispose cependant de certaines balises comme la permanence de cet état mental et son existence tant au moment des faits, qu'au moment du jugement.

B. Naast de bepalingen van het Strafwetboek bevat ons rechtsstelsel nog een aantal regels die een therapeutische behandeling en begeleiding opleggen voor seksuele delinquenten buiten de gevangenis-muren en ruimer gezien in het kader van de verschillende stadia van vervroegde invrijheidstelling.

1. Wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten, vervangen door de wet van 1 juli 1964

Deze wet bestaat uit twee delen :

- a) *Internering van veroordeelden in staat van krankzinnigheid, zwakzinnigheid of geestesstoornis*

Artikel 71 van het Strafwetboek bepaalt dat er geen misdrijf is wanneer de beschuldigde of de beklaagde op het ogenblik van het feit in staat van krankzinnigheid was.

Dit is een algemene, persoonlijke en subjectieve grond van ontoerekenbaarheid. In geval van krankzinnigheid kan een beschuldigde of beklaagde dus vrijgesproken worden.

Ondanks die strafrechtelijke vrijpraak vormt het individu echter nog steeds een gevaar voor de maatschappij, die zich dient te beschermen.

Hier is een rol weggelegd voor de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde strafbare seksuele feiten.

Die wetsbepalingen zijn alleen van toepassing wanneer het individu een gevaar vormt voor de maatschappij en in een staat verkeert van :

- krankzinnigheid = volledig ontbreken van wilskracht en onderscheidingsvermogen;
- zwakzinnigheid;
- geestesstoornis.

De laatste twee geestestoestanden moeten het individu ongeschikt maken tot het controleren van zijn daden. Zij worden niet nader omschreven en staan ter beoordeling van de rechter, die over een aantal richtpunten beschikt zoals de voorwaarde dat de geestestoestand permanent moet zijn en zowel op het ogenblik van de feiten als op het ogenblik van het vonnis moet bestaan.

La loi n'est en outre pas applicable aux infractions de « moindre importance »; elle exclut en effet les contraventions de son champ d'application.

La solution retenue par la loi pour se protéger contre ce danger est l'internement, mesure de sécurité qui mettra la personne hors d'état de nuire et la soignera. Contrairement à la peine, l'internement n'a pas de durée déterminée.

Cette mesure d'internement n'est, on l'a vu, pas à considérer comme une sanction pénale.

Tous les délinquants sexuels n'étant pas à proprement parler dément ou incapable du contrôle de leurs actions, peu tombent en pratique dans le cadre de cette loi. Ils écoperont donc d'une sanction pénale (emprisonnement) plutôt que de l'internement.

Il est prévu que l'avis d'un service spécialisé soit demandé avant toute libération à l'essai ou définitive d'un délinquant sexuel (article 20bis). Un traitement ou un suivi peut en outre être exigé (article 20).

b) Récidivistes, délinquants d'habitude et auteurs de certains délits sexuels

Le deuxième volet de la loi de défense sociale organise la mise à disposition du gouvernement de certains types de délinquants, dont certains délinquants sexuels. Cette mesure est peu appliquée dans la pratique.

La mise à disposition du gouvernement est « une mesure de sûreté et d'élimination prolongée de la vie libre » destinée à protéger la société « contre tous ceux que leurs tendances morbides ou leur incorrigibilité rendent dangereux pour l'ordre public », et qui « mettent en péril » l'ordre social (1).

Les délinquants sont alors placés sous la surveillance du ministre de la Justice qui peut les laisser en liberté aux conditions qu'il détermine (par exemple imposer un traitement, une guidance) ou imposer leur internement. La mesure s'exécute donc après la peine d'emprisonnement dans des établissements sans caractère pénitentiaire. Les auteurs d'attentats à la pudeur sur mineur ou de viols tels que visés aux articles 372, 373, al. 2, 375, 376, 377, alinéas 1^{er}, 2, 4, 5 et 6, peuvent être mis à disposition du gouvernement dès la première infraction, si le juge condamne l'auteur à une peine d'emprisonnement ferme de plus d'un an.

(1) *Annales parlementaires*, Chambre, 1925-1926, 23 juin, 1774.

Daar komt nog bij dat de wet niet van toepassing is op lichtere misdrijven, overtredingen bijvoorbeeld.

Om de maatschappij te beschermen tegen dat gevaar voorziet de wet in de internering van het individu, een veiligheidsmaatregel die de betrokkene belet schade te berokkenen en hem verzorgt. In tegenstelling tot de straf heeft de internering geen bepaalde duur.

De internering moet dus niet beschouwd worden als een straf.

Aangezien niet alle seksuele delinquenten krankzinnig zijn of hun daden niet kunnen controleren, vallen in de praktijk slechts weinigen onder het toepassingsgebied van deze wet en zullen zij een straf (opsluiting) moeten uitzitten in plaats van geïnterneerd te worden.

Bovendien moet het advies van een gespecialiseerde dienst worden gevraagd voor elke invrijheidstelling op proef of definitieve invrijheidstelling van een seksuele delinquent (artikel 20bis). Bovendien kan een behandeling of een begeleiding worden opgelegd (artikel 20).

b) Recidivisten, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten

Het tweede deel van de wet tot bescherming van de maatschappij regelt de terbeschikkingstelling van de regering van sommige soorten misdadigers, onder wie sommige seksuele delinquenten. Die maatregel wordt in de praktijk niet vaak toegepast.

Het ter beschikking stellen van de regering is een veiligheidsmaatregel ter langdurige ontneming van de vrijheid om de maatschappij te beschermen tegen diegenen die door hun ziekelijke neigingen of onverbetterbaarheid een gevaar vormen voor de openbare orde en die de maatschappelijke orde in gevaar brengen (1).

De misdadigers worden onder het toezicht geplaatst van de minister van Justitie, die hen kan vrijlaten onder de voorwaarden die hij bepaalt (bijvoorbeeld het opleggen van een behandeling of begeleiding) of hen kan laten interneren. De maatregel wordt dus uitgevoerd na de gevangenisstraf in inrichtingen zonder strafkarakter. Daders van aanranding van de eerbaarheid op minderjarigen of van verkrachting als bedoeld in de artikelen 372, 373, tweede lid, 375, 376, 377, eerste, tweede, vierde, vijfde en zesde lid, van het Strafwetboek, kunnen ter beschikking van de regering worden gesteld vanaf het eerste misdrijf indien de rechter hen bestraft met effectieve gevangenisstraf van meer dan één jaar.

(1) *Parlementaire Handelingen*, Kamer, 1925-1926, 23 juni, 1774.

Pour la remise en liberté d'auteurs d'infractions à caractère sexuel la loi prévoit qu'elle ne pourra se faire qu'après avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

2. La loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle

Les condamnées à une (ou plusieurs) peine(s) privative(s) de liberté peuvent à certaines conditions retrouver la liberté avant l'échéance de leur peine (article 2). À côté de la condition générale de ne pas commettre de nouveaux faits constitutifs d'infractions, s'ajoutent des conditions particulières propres à chaque individu.

Pour les personnes condamnées sur base des articles 372 à 378 du Code pénal, la loi prévoit comme condition particulière, l'obligation de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels (article 4, § 5).

La libération conditionnelle pour les délinquants sexuels est également soumise à l'avis d'un service spécialisé dans la guidance et le traitement de ceux-ci, lorsque les actes ont été commis sur des mineurs ou ont impliqué leur participation (article 3, § 3, 4°).

Dans les faits, on constate malheureusement souvent que les abuseurs sexuels préfèrent purger l'entièreté de leur peine, afin d'éviter un suivi thérapeutique à leur sortie de prison.

3. La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

Le juge en vertu de cette loi peut éviter de prononcer une peine d'emprisonnement effectif par le biais de la suspension du prononcé de la condamnation. Il peut également lorsqu'il condamne assortir sa décision d'un sursis à l'exécution de la peine. Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières, tel un traitement ou un suivi thérapeutique (suspension et sursis probatoire).

Dans son article 9*bis*, la loi prévoit qu'avant de prononcer une mesure probatoire pour les auteurs d'infractions à caractère sexuel, le juge prendra l'avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de ceux-ci.

4. La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive

En vertu de cette loi, le juge d'instruction peut mettre le détenu en liberté pour une durée de trois

Wat betreft de invrijheidstelling van daders van misdrijven van seksuele aard, bepaalt de wet dat die alleen mogelijk is na advies van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten.

2. Wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling

Veroordeelden tot één of meer vrijheidsbenemende straffen, kunnen onder bepaalde voorwaarden voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld vóór het verstrijken van hun straf (artikel 2). Naast de algemene voorwaarde dat er geen nieuwe strafbare feiten gepleegd worden, gelden een aantal bijzondere voorwaarden die eigen zijn aan elk individu.

Voor personen die veroordeeld zijn op grond van de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, legt de wet als bijzondere voorwaarde op dat een behandeling of begeleiding gevolgd wordt bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd (artikel 4, § 5).

De voorwaardelijke vrijlating van seksuele delinquenten wordt ook onderworpen aan het advies van een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd wanneer de feiten gepleegd zijn op minderjarigen of met hun deelneming (artikel 3, § 3, 4°).

Helaas stelt men dikwijls vast dat seksuele delinquenten in de praktijk verkiezen hun straf volledig uit te zitten, om een therapeutische behandeling na hun vrijlating te vermijden.

3. Wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie

Krachtens deze wet kan de rechter het uitspreken van een effectieve gevangenisstraf vermijden door de uitspraak van de veroordeling op te schorten. Bij een veroordeling kan hij ook de tenuitvoerlegging van de straf uitstellen. Deze maatregelen kunnen gepaard gaan met bijzondere voorwaarden zoals therapeutische begeleiding of behandeling (probatie-opschorting en probatieuitstel).

Artikel 9*bis* van de wet bepaalt dat de rechter het advies inwint van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten voordat hij een probatiemaatregel oplegt.

4. Wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

Krachtens deze wet kan de onderzoeksrechter de gedetineerde voor een periode van drie maanden in

mois, moyennant respect de certaines conditions. Une des conditions peut être le suivi d'un traitement ou guidance.

À l'issue de l'instruction, le juge du fond peut prolonger les conditions jusqu'au jour du jugement.

5. L'article 216^{ter} du Code d'instruction criminelle — médiation pénale

Le procureur du Roi peut proposer dans le cadre de la médiation pénale un traitement thérapeutique ou médical. Si l'auteur des faits satisfait aux conditions de la médiation, l'action publique sera éteinte pour les faits traités dans le cadre de cette procédure. Pour proposer valablement une telle mesure, il est nécessaire qu'il y ait un lien entre la maladie et l'infraction, lien invoqué par l'auteur.

6. La libération provisoire

Le ministre de la Justice peut décider de suspendre l'exécution de la peine privative de liberté pour différents motifs dont celui de la surpopulation carcérale (applicable pour les peines de moins de trois ans). Dans le cas de détenus condamnés du chef d'infraction à caractère sexuel, cette décision de remise en liberté intervient au niveau de l'Administration centrale, après avis de la direction et de l'équipe psychosociale de la prison. L'avis comporte notamment un plan psychologique et social ainsi qu'un plan de reclassement.

C. Les accords de coopération

Fin des années 1990, l'État fédéral et les entités fédérées ont conclu des accords de coopération en matière de guidance et traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Ces accords organisent le suivi des délinquants sexuels dans le cadre des différentes législations résumées ci-avant.

Des équipes de santé spécialisées sont ainsi reconnues et investies de différentes tâches telles la formulation d'avis sur l'éventuel traitement thérapeutique d'un délinquant sexuel, la prise en charge du traitement des délinquants sexuels, la formulation de rapports sur le suivi du traitement aux différentes autorités compétentes ...

Ces équipes de santé spécialisées se voient aider dans leur mission par des centres d'appui qui peuvent par exemple :

— leur fournir des informations scientifiques,

vrijheid stellen, mits een aantal voorwaarden vervuld zijn. Een van die voorwaarden kan bestaan in het volgen van een behandeling of begeleiding.

Na afloop van het onderzoek, kan de feitenrechter de voorwaarden verlengen tot de dag van het vonnis.

5. Artikel 216^{ter} van het Wetboek van strafvordering — strafbemiddeling

In het raam van de strafbemiddeling kan de procureur des Konings een therapeutische of medische behandeling voorstellen. Wanneer de dader van het misdrijf voldoet aan de bemiddelingsvoorwaarden, vervalt de strafvordering voor de feiten die in het kader van deze procedure behandeld worden. Om geldig een beroep te kunnen doen op deze maatregel moet er een door de dader aangevoerd verband bestaan tussen de ziekte en het misdrijf.

6. Voorlopige invrijheidstelling

De minister van Justitie kan beslissen om de uitvoering van de vrijheidsberovende straf op te schorten om verschillende redenen, waaronder de overbevolking van de gevangenen (van toepassing voor straffen van minder dan drie jaar). In het geval van gedetineerden veroordeeld voor een misdrijf van seksuele aard, neemt de Centrale Administratie de beslissing tot invrijheidstelling, na advies van de directie en de psychosociale dienst van de gevangenis. Het advies bevat onder meer een psychologisch en sociaal plan en een reclasseringsplan.

C. Samenwerkingsakkoorden

Aan het eind van de jaren negentig hebben de federale Staat en de deelgebieden samenwerkingsakkoorden gesloten inzake de begeleiding en behandeling van daders van misdrijven van seksuele aard.

Deze akkoorden regelen de begeleiding van seksuele delinquenten in het raam van de genoemde wetten.

Gespecialiseerde gezondheidsteams worden aldus erkend en belast met verschillende opdrachten, zoals het uitbrengen van adviezen over een mogelijke therapeutische behandeling van seksuele delinquenten, het instaan voor hun behandeling, het uitbrengen van verslagen bij de bevoegde overheden over het verloop van de behandeling, enz.

De gespecialiseerde gezondheidsteams worden bijgestaan door steuncentra die bijvoorbeeld :

— wetenschappelijke informatie bezorgen;

- leur fournir un soutien logistique pour le diagnostic et le traitement,
- organiser des formations spécifiques,
- réaliser des recherches scientifiques ...

Nous pouvons par exemple citer pour la Wallonie, l'UPPL de Tournai et pour la Flandre, l'institut Cosyns d'Anvers.

Justification de la proposition

En Belgique, un système de guidance et de traitement extrapénitencier des délinquants sexuels est donc organisé.

En effet, tant dans le cadre de tous les processus de libération anticipée, que dans le cadre de la médiation pénale ou de la mise à disposition du gouvernement, un suivi est organisé à la sortie de prison ou comme condition au sursis.

Alors que les traitements et suivis thérapeutiques sont légion dans les situations explicitées ci-avant, le condamné incarcéré ne pourra par contre pas en bénéficier.

Avant d'être dans les conditions d'une éventuelle libération anticipée, celui-ci purgera sa peine, sans traitement spécifique similaire. Cependant, ce temps carcéral pourrait être mis à profit. La présente proposition de loi a donc pour objectif d'imposer un traitement en prison et mettre à profit ce temps carcéral si précieux.

Certaines spécialistes estiment que du fait de sa structure psychopathologique, il est souvent illusoire de proposer au délinquant sexuel une prise en charge volontaire. L'obligation de soins s'inscrit comme condition *sine qua non* pour accompagner son évolution, mais aussi comme cadre permettant la mise en place d'un travail thérapeutique amenant secondairement l'émergence d'une demande ou d'une participation authentique. L'auteur partage cette opinion.

Le souci de protection de notre société ne sera pas atteint par la seule incarcération de l'individu. Il appartient à l'autorité de tout mettre en œuvre afin que celui-ci ne récidive pas et ne pas attendre une mesure de libération à l'essai ou à titre définitif avant d'entamer un traitement.

Le temps que l'individu passe en prison sans être traité peut lui être nocif et aggraver sa situation mentale, amenuisant ainsi les chances de guérison et de réinsertion.

- logistieke steun verlenen voor de diagnose en de behandeling;
- specifieke opleidingen organiseren;
- wetenschappelijk onderzoek verrichten.

Zo is er in Wallonië de UPPL in Doornik, en in Vlaanderen het Cosyns-Instituut.

Verantwoording van het voorstel

In België bestaat er dus een regeling voor de begeleiding en de behandeling van seksuele delinquenten buiten de gevangenis.

Zowel in het raam van de verschillende procedures van vervroegde vrijlating als van de strafbemiddeling of de terbeschikkingstelling van de regering, is er immers voorzien in een begeleiding bij het verlaten van de gevangenis of als voorwaarde voor het uitstel.

Ofschoon in de genoemde omstandigheden therapeutische begeleiding en behandeling zeer vaak voorkomen, krijgt een gedetineerde veroordeelde daar niets van te zien.

Zolang hij niet de voorwaarden voor een vervroegde vrijlating heeft vervuld, zal hij zijn straf uitzitten zonder gelijkwaardige specifieke behandeling. De periode in de gevangenis zou echter nuttig gebruikt kunnen worden. Dit wetsvoorstel heeft dan ook tot doel een behandeling in de gevangenis op te leggen en die kostbare tijd in de gevangenis beter te benutten.

Sommige specialisten menen dat het wegens de psychopathologische structuur van de seksuele delinquent dikwijls illusoir is hem een vrijwillige begeleiding voor te stellen. De verplichting om zich te laten verzorgen is een noodzakelijke voorwaarde om zijn evolutie te begeleiden, maar ook om een kader te scheppen voor een therapeutische behandeling die in tweede instantie kan uitmonden in een vraag of een oprechte deelname. De indiener is het daarmee eens.

Opsluiting alleen volstaat niet om onze maatschappij te beschermen. De overheid moet alles in het werk stellen om te voorkomen dat de betrokkene recidiveert en we mogen niet wachten tot er een definitieve vrijlating of een vrijlating op proef is om een behandeling op te starten.

De tijd die het individu in de gevangenis zonder behandeling doorbrengt kan schadelijk zijn en zijn geestestoestand verergeren, wat de kans op genezing en reïntegratie verkleint.

La présente proposition ajoute un nouvel article dans le Code pénal. Ce dernier prévoit que le juge, lorsqu'il prend une décision de condamnation du chef d'attentat à la pudeur ou de viol, peut en outre ordonner un traitement thérapeutique adapté.

Les modalités du traitement seront fixées par arrêté royal. Le détenu doit pouvoir suivre sa thérapie en dehors de la prison, entouré d'une équipe spécialisée (similaire aux équipes reconnues dans les accords de coopération de 1998) qui prendra en charge la pathologie sous ses différents aspects et en envisageant pour chaque cas le(s) traitement(s) adéquat(s) : psychothérapie individuelle ou de groupe, entretiens de couple ou familiaux, traitements médicamenteux (antiandrogènes, antidépresseurs ...).

Le juge réserve à statuer sur une augmentation de la peine initiale en cas de refus de traitement par l'intéressé ou s'il s'avère par la suite que celui-ci n'en respecte pas les conditions. Il reste donc saisi de l'affaire si un problème survient dans le suivi du traitement.

Jean-Marie CHEFFERT.

Dit voorstel voegt een nieuw artikel toe aan het Strafwetboek, volgens hetwelk wanneer de rechter een veroordeling uitspreekt wegens aanranding van de eerbaarheid of verkrachting, hij bovendien een aangepaste therapeutische behandeling kan bevelen.

De nadere regels van de behandeling worden bij koninklijk besluit vastgelegd. De gedetineerde moet zijn therapie buiten de gevangenis kunnen volgen, onder begeleiding van een gespecialiseerd team (vergelijkbaar met de erkende teams in de samenwerkingsakkoorden van 1998) dat de verschillende aspecten van de pathologie behandelt en voor ieder geval een aangepaste behandeling toepast: individuele of groepspsychotherapie, gesprekken met koppels of familie, medicinale behandeling (anti-androgenen, antidepressiva, ...).

De rechter kan een verlenging van de oorspronkelijke straf opleggen indien de betrokkene de behandeling weigert of indien nadien blijkt dat hij de voorwaarden niet naleeft. Hij blijft dus met de zaak belast indien er een probleem tijdens de behandeling opduikt.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code pénal est inséré un article 377bis, rédigé comme suit :

« Art. 377bis. — Le juge peut ordonner à toute personne condamnée sur base des articles 372 à 377, de participer, dès le prononcé de son jugement, à une guidance ou un suivi thérapeutique, dont les modalités seront fixées par le Roi.

Dans ce cas, le jugement ou arrêt de condamnation réserve d'office à statuer sur une augmentation de la peine lorsqu'il ressort d'un rapport d'un service spécialisé dans la guidance et le traitement des délinquants sexuels, que le coupable se détourne du traitement ou n'a aucune volonté de s'amender. La nouvelle peine ne peut en aucun cas dépasser le double de la peine initialement prévue. »

25 mai 2005.

Jean-Marie CHEFFERT.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In het Strafwetboek wordt een artikel 377bis ingevoegd, luidende :

« Art. 377bis. — De rechter kan eenieder die veroordeeld is op grond van de artikelen 372 tot 377 bevelen om vanaf de uitspraak van het vonnis deel te nemen aan een begeleiding of therapeutische follow-up, waarvan de nadere regels door de Koning worden vastgelegd.

In dat geval kan het vonnis of arrest van veroordeling ambtshalve voorzien in een strafvermeerdering indien uit een verslag van de dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding en de behandeling van seksuele delinquenten blijkt dat de schuldige zich van de behandeling afkeert of niet de wil heeft om zich te beteren. In geen geval kan de nieuwe straf meer bedragen dan het dubbele van de oorspronkelijk uitgesproken straf. »

25 mei 2005.